



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 28 – 29 avril 2022

Pays nordiques

Les capitales nordiques parmi les plus compétitives d'Europe. La Chambre de Commerce de Stockholm a classé la compétitivité des capitales européennes. Les trois capitales nordiques arrivent en tête de classement. Oslo remporte le classement, suivi de Stockholm et de

Copenhague. Les critères étudiés vont de la sécurité, au marché de l'immobilier en passant par les opportunités professionnelles et de mobilité internationale. Stockholm rate la première place notamment du fait des fortes tensions existantes sur le marché immobilier.

Danemark

Le deuxième volet du plan « Le Danemark peut faire plus » (Danmark kan mere II) dévoilé. Le Gouvernement social-démocrate a présenté mardi 19 avril les grandes lignes de son nouveau projet de réforme, visant à accélérer la transition verte au Danemark et en Europe. Parmi les principaux points détaillés figurent notamment le remplacement total du gaz naturel par du gaz vert à horizon 2030, l'extension du chauffage urbain d'ici 2028, le quadruplement de la production d'énergie solaire et éolienne terrestre ainsi que l'augmentation de 1 à 4 GW des capacités éoliennes en mer avant 2030, l'introduction progressive d'une taxe CO₂ uniforme et élevée à partir de 2025 (voir brève suivante), ou encore la création d'un Fonds danois d'exportation et d'investissement afin d'aider les entreprises à obtenir des financements pour leurs projets écologiques. Désireux d'assurer l'indépendance énergétique de la région vis-à-vis de la Russie, le projet prévoit en outre un accroissement temporaire de l'extraction gazière en mer du Nord sur les champs déjà concédés.

Le Danemark arrête sa position sur la réforme de la fiscalité verte. Quelques semaines après la publication des recommandations du groupe d'experts mandaté par le Parlement, le Gouvernement a présenté mercredi 20 avril les grandes lignes de son projet de taxe carbone. Au terme de cinq années de mise en place progressive et linéaire entre 2025 et 2030, la taxe carbone devrait s'élever à 750 DKK (100 €) par tonne de CO₂ émis pour les entreprises hors du système européen d'échange de quotas d'émissions (SEQUE-UE), 375 DKK (50 €) par tonne pour les entreprises du SEQUE-UE – soit 1 125 DKK (150 €) par tonne au total en incluant le prix du quota du SEQUE, estimé à 750 DKK (100€) par tonne en 2030 –, et 100 DKK (13 €) par tonne pour les procédés minéralogiques (ciment, brique, métal et verre) – soit un total de 850 DKK (113€) par tonne. Le projet prévoit également l'introduction d'un mécanisme de prix plancher, permettant une augmentation de la taxe en cas de baisse du prix attendu du quota, ainsi que la création d'un fonds de 7 Mds DKK (938 M€, 0,3% du PIB) pour soutenir les entreprises les plus durement touchées par la

transition et investir dans les technologies de captage et stockage du CO₂ (CCS/BECCS). Prises dans leur ensemble, ces différentes mesures devraient permettre de réduire les émissions carbonées du Danemark de 3,7 M de tonnes en 2030 (70% des émissions totales).

Une prime inflation pour les retraités danois.

La Première ministre Mette Frederiksen a annoncé lundi 25 avril le versement d'un chèque défiscalisé de 5 000 DKK (670 €) à près de 290 000 personnes âgées disposant de ressources annuelles inférieures à 93 000 DKK (12 466 €), afin de leur permettre de faire face à la hausse des prix alimentée par la guerre en Ukraine. « Nous avons dit dès le début de la crise que nous ne pouvions pas compenser entièrement la pression financière, mais nous avons l'obligation de guider notre société et notre économie du mieux que nous pouvons », a-t-elle justifié. La mesure, d'un coût total évalué à près de 1,1 Md DKK (147 M€, 0,04% du PIB), devrait être financée sur le budget de l'Etat. Le Gouvernement a également indiqué envisager de venir en aide aux titulaires d'une pension d'invalidité et examiner la possibilité d'une revalorisation de l'indemnité kilométrique pour les trajets domicile-travail – les montants n'ont pour l'heure pas été précisés.

Le Fonds de Croissance de l'État (Vækstfonden) enregistre un bénéfice record.

La structure publique d'investissement - doté de 30 Mds DKK d'actifs (1,2% du PIB) et qui finance les PME danoises- a enregistré un profit de 4,2 Mds DKK (563 M€, 0,17% du PIB) pour l'année 2021, un niveau inédit depuis sa création en 1992. « Il s'agit d'un résultat solide et d'un témoignage que l'environnement entrepreneurial et les

entreprises danoises sont devenues beaucoup plus matures et beaucoup plus fortes », a commenté son directeur général Rolf Kjærgaard. Fruit de participations en hausse, de revenus d'intérêts dynamiques et de faibles pertes sur les activités de prêt, le montant dégagé devrait être entièrement réinvesti dans des PME danoises, après versement d'un dividende de 150 M DKK (20 M€) au Trésor public. Il porte à 6,2 Mds DKK (831 M€, 0,25% du PIB) le résultat total du Fonds de Croissance au cours des cinq dernières années, soit un taux de rendement de 9,9%.

Les entreprises danoises accélèrent leur développement dans l'hexagone.

« Des progrès significatifs ont été réalisés sur le marché français depuis 2015 », d'après les conclusions de la dernière analyse bilatérale conduite par la Confédération des industries danoises (*Dansk Industri*). Avec 46 nouveaux projets recensés en 2021, en hausse de 50% sur un an, la France renforce son statut de premier pays européen d'accueil des investissements danois, et se hisse au septième rang à l'échelle mondiale. Le développement est en particulier stimulé par une forte croissance dans les secteurs du commerce (ouverture de 30 nouveaux points de vente de la chaîne de magasin Normal), de la construction et des transports. Au total, l'Hexagone accueille désormais plus de 400 filiales danoises, employant près de 40 000 salariés, principalement dans les régions Île-de-France, Grand Est et Hauts-de-France, selon le dernier décompte effectué par Business France.

Finlande

Croissance en baisse, inflation en hausse. Selon le ministère des Finances, l'économie finlandaise connaîtrait une croissance de 0,5 à 1,5 % en 2022 et l'inflation s'accélérait entre 4 à 7 %. Les prix en Finlande ont augmenté de 5,8 % en mars par rapport à l'année dernière. Depuis neuf ans, l'inflation n'avait jamais dépassé de 2 %.

L'impact du MACF serait minime pour la Finlande. Selon une étude commandée par le ministère finlandais de l'Emploi et de l'Economie, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) prévu par la Commission européenne diminuerait les importations extra - UE en Finlande de 25% pour les produits concernés (fer, acier, aluminium et engrais pour cette étude, donc hors énergie). Cette baisse des importations, essentiellement de fer, d'acier et des engrais en provenance de Russie et de Chine (300 M€) serait compensée par une hausse de la demande adressée aux pays de l'UE. Cette baisse aurait donc un impact relativement faible sur la bonne santé de l'économie nationale. L'impact sur l'économie finlandaise serait également moins important que l'effet attendu du MACF sur l'économie européenne.

Fin de la grève dans les usines d'UPM. Le groupe forestier UPM et le syndicat des travailleurs du papier sont parvenus à un accord qui met fin à la plus longue grève de Finlande depuis 1951 (112 jours). La direction d'UPM a obtenu des accords séparés par domaines d'activités et un salaire déterminé sur une base horaire mais n'a pu imposer une augmentation du temps de travail sans rémunération supplémentaire. Par ailleurs, tous les employés ont obtenu les mêmes augmentations de salaires, indifféremment de leur secteur d'activité. Le bénéfice du groupe aurait diminué à hauteur de 2 M€ par jour et la grève aurait, selon UPM, coûté 180-220 M€ au groupe. Les usines à l'étranger ont pu compenser les pertes du CA en Finlande. Cette grève a coûté environ 20 M€ à l'organisation syndicale de la branche papetière.

Valio a vendu ses activités en Russie. Le groupe laitier Valio a annoncé la vente de ses activités en Russie au groupe russe Velkom Group. Les parties ne révèlent pas le prix de l'opération qui a pris effet immédiatement. Les effectifs de Valio sont transférés à Velkom Group. Les ventes nettes annuelles de Valio en Russie en 2020 se sont élevées à environ 87 M€, soit d'environ 5 % de ses ventes nettes mondiales (1,8 Md€).

Islande

Ukraine

Depuis le début de la guerre, 748 réfugiés ukrainiens sont arrivés dans le pays, dont seulement un quart environ d'enfants de moins de 18 ans. Suite à une table ronde autour de l'Ukraine à Washington, le gouvernement islandais a décidé d'envoyer 130 M ISK (929 000 €, 4% du PIB) d'aide financière d'urgence à l'Ukraine via la Banque mondiale.

L'inflation continuera d'augmenter jusqu'en juillet.

Íslandsbanki prévoit que l'inflation augmentera dans les mois à venir et atteindra un niveau maximum de 7,7% au mois de juillet.

Landsvirkjun annonce la fin des restrictions sur les livraisons d'électricité.

La société Landsvirkjun a mis fin aux restrictions de livraison d'électricité qui avaient dû être imposées cet hiver en raison du faible niveau des réservoirs d'eau permettant d'alimenter les centrales hydroélectriques. La fonte des glaciers en seconde partie d'été déterminera si les réservoirs seront complètement remplis cet automne.

La dissolution de l'Agence des participations de l'Etat islandais sur la table après la vente controversée des parts d'Íslandsbanki.

La vente des parts de la banque publique Íslandsbanki le 22 mars dernier a fait l'objet de contestation, notamment sur le prix de vente des actions, estimé en deçà du prix de marché. Parmi les 207 investisseurs, 132 ont revendu une partie de leurs actions au cours actuel, pour un gain lié à la vente compris entre 1,6 et 2,1 Mds ISK (11,5 à 15,2M€). Suite à ce scandale, le gouvernement islandais va proposer au Parlement la suppression de l'Agence des Participations de l'Etat (*Ícelandic State Financial Investments*) et la mise en place d'un nouveau dispositif de gestion des participations de l'Etat dans les sociétés financières.

Nova annonce son entrée en bourse.

Nova, l'une des plus grandes sociétés de télécommunications d'Islande envisage une entrée sur le marché principal de la bourse Nasdaq Iceland dans les prochaines semaines. Dans un communiqué de presse, la société indique qu'une offre publique initiale (IPO) aura lieu avant la fin du mois de juin.

Carbfix remporte deux Milestone Awards

Le partenariat académique et industriel Carbfix (séquestration du CO2 dans la roche) a remporté deux Milestone Awards lors du premier tour des XPRIZE Carbon Removal Awards, sponsorisés par Elon Musk et la Musk Foundation. Le prix permettra d'investir 100 M\$ dans des projets considérés comme les plus susceptibles de réussir dans la capture et de stockage du carbone.

Norvège

Renforcement du soutien à l'Ukraine

La Norvège travaille à la transposition du cinquième paquet de sanctions de l'UE dans son droit national, et a livré à l'Ukraine une centaine de missiles transportables anti-aériens légers de type Mistral. Ces armes devant être à être remplacées, leur envoi vers Kiev ne posera pas de difficultés à l'armée norvégienne selon le Ministre de la défense Bjørn Arild Gram. Enfin, le groupe pétrolier Equinor est invité à fournir 5 Mds de m³ de gaz à l'Ukraine pour remplir ses réserves.

Excédent commercial record en mars

Selon les dernières données du Bureau central des statistiques (SSB), la balance commerciale norvégienne a enregistré un excédent historique de 138 Mds NOK (environ 14 Mrds €, et 3,3% du PIB), soit 64% de plus qu'en février. En un an, par rapport à mars 2021, les exportations de gaz ont été multipliées par six en valeur à 112 Mrds NOK (environ 11,2 Mrds €), tandis que les ventes de pétrole ont doublé à 51 Mrds NOK (environ 5,1 Mrds €). En un mois, les exportations norvégiennes de gaz et de pétrole ont respectivement augmenté de 66% et 46%, entre février et mars 2022. Hors hydrocarbures, les exportations ont également progressé de 21% en un mois à 62 Mrds NOK (environ 6,2 Mrds €).

Préparation d'une stratégie pour les batteries

L'exécutif entre dans la dernière phase de ses travaux préparatoires en vue de la présentation de sa stratégie pour les batteries avant l'été. Selon le Premier ministre Jonas Gahr Støre, il s'agit d'exploiter au mieux les avantages compétitifs de la Norvège (accès à des énergies renouvelables, matières premières et compétences industrielles)

afin de soutenir l'emploi et de contribuer à la baisse des émissions de CO₂ (-55% d'ici 2030). Jan Christian Vestre, Ministre de l'industrie et du commerce, affirme que l'intégration dans la chaîne de valeur européenne, notamment grâce à une coopération avec l'Alliance européenne des batteries, sera indispensable.

Montant historique de l'Aide Publique au Développement de la Norvège en 2021

En 2021, la Norvège a consacré 40,1 Mrds NOK (environ 401 M €) à l'APD, un montant historique. En 2020, ce budget s'élevait à 39,5 Mrds NOK (environ 395 M €). Ainsi, le royaume est l'un des cinq Etats à remplir son engagement de consacrer au moins 0,7% de son PIB à l'aide au développement; cette aide représente 1,02% du PIB du pays, deuxième après le Luxembourg (1,05%).

Rendements négatifs du fonds souverain norvégien au premier trimestre

Les rendements du fonds souverain norvégien ont reculé de 4,9% au premier trimestre 2022. Sa valeur est désormais estimée à 11 657 Mrds de NOK (environ 1 166 Mrds €, 281% du PIB), contre 12 340 Mrds de NOK (environ 1 234 Mrds €, 298% du PIB) au 31 décembre 2021. En 3 mois, le fonds a rétrocédé près de la moitié de ses gains de 2021 (année durant laquelle son retour sur investissement avait été de 14,5%; pour rappel, ce chiffre s'élève en moyenne 6,6% depuis la création du fonds). Le fonds vu ses actifs perdre de la valeur sur les marchés des actions et des obligations, mais a continué à enregistrer des retours sur

investissements positifs dans l'immobilier. La valeur de ses actifs en Russie est passée de 27 Mrds

NOK (environ 2,7 Mrds €) au début de la guerre en Ukraine à 2 Mrds NOK (environ 200 M €).

Suède

La croissance du PIB au premier trimestre 2022 atteint 3%.

Selon l'Institut suédois des statistiques, la Suède enregistre une croissance de 3% au premier trimestre 2022, en glissement annuel (T1 2021-T1 2022)

L'inflation atteint un nouveau record.

Selon l'institut de statistique suédois, SCB, l'inflation a atteint un niveau record de 6,1% en mars (en glissement annuel). Il s'agit du taux d'inflation le plus élevé en Suède depuis plus de 30 ans.

La Riksbank relève le taux directeur de 25 points de base.

Un Directoire unanime a décidé de relever le taux directeur de la Banque de Suède de 25 points de base (le REPO passe ainsi de 0 à 0,25%). C'est la première fois depuis l'automne 2014 que le taux directeur est positif. Parallèlement, le Directoire revoit à la hausse la trajectoire estimant que le taux avoisinera 2% dès 2025. Suite à cette annonce, la SEK s'est apprécié dans la journée du 28 avril de 10,40 SEK à 10,27 SEK/€.

SKF et Essity quittent à leur tour le marché russe.

En réponse à l'agression de l'Ukraine par la Russie, SKF, leader mondial du roulement mécanique et Essity, fabricant de produits d'hygiène, ont décidé de cesser l'ensemble de leurs activités en Russie. SKF cesse l'ensemble de ces opérations mais se retire également de tous ces engagements ainsi que ses investissements.

L'entreprise finno-suédoise Stora Enso vend ses scieries et ses activités forestières en Russie.

Stora Enso (papetier) a annoncé qu'il allait vendre deux scieries en Russie (Nebolchi et Impilahti). La vente devrait être achevée au cours du deuxième trimestre de cette année, mais ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les ventes et les résultats d'exploitation de Stora Enso. Toutefois, une charge de dépréciation de 70 millions d'euros (721 millions de SEK) a été comptabilisée pour le premier trimestre, et des pertes supplémentaires de 60 millions d'euros sont attendues.

Depuis le 2 mars, Stora Enso a suspendu ses activités en Russie. L'entreprise y possède toujours trois usines d'emballage dont l'entreprise doit décider du maintien.

Le budget de printemps a été présenté au Parlement.

Le ministre des Finances, Mikael Damberg, a déposé un projet de « budget de printemps » devant le Parlement, le 19 avril. Dans un contexte inflationniste et de ralentissement de la croissance, la loi de finance table sur une hausse du déficit à 0,4% du PIB du fait de l'adoption d'un nouveau paquet de dépenses de 34Mds SEK (3,4Mds€ soit 0,66% du PIB). L'essentiel des nouvelles mesures est consacré au soutien à l'Ukraine et l'accueil des réfugiés (11,6 Mds SEK soit 1,12 Mds€, 0,21% du PIB) et à des mesures sociales (0,1% du PIB). Le reste des dépenses est consacré à la lutte contre le réchauffement climatique, l'aide aux ménages et aux entreprises pour atténuer le choc sur les énergies et le traitement des conséquences de la pandémie. M. Damberg a également insisté sur les investissements majeurs dans le secteur de la défense fait depuis 2021, et qui s'élèvent à 1,3% du PIB, en 2022. Cette révision du budget prévoit un nouvel accroissement des dépenses de défense équivalente à 270 M€ (0,05% du PIB).

Le gouvernement minoritaire doit désormais faire voter ce budget au Parlement, le 15 juin prochain.

Bonne performance du commerce extérieur au 1^{er} trimestre.

Les exportations de biens ont atteint 475,3Mds de SEK au premier trimestre 2022 (+24%), alors que les importations ont atteint 470,2Mds (+27%). L'excédent commercial représente ainsi 5,1 Mds de SEK, contre 12,6 Mds à la même période en 2021.

R&D : le financement public pourrait reculer en 2022

Selon l'Office suédois des statistiques (SCB), le financement public de la R&D devrait atteindre 43,5 milliards de SEK en 2022 (4,23Mds€ soit 0,8% du PIB), ce qui constitue une légère baisse par rapport à 2021 (44 Mds SEK, 4,27Mds €). Environ 50% de l'ensemble du financement de la recherche dans l'année vise à promouvoir le développement scientifique général dans les universités et les établissements d'enseignement supérieur. Cela représente près de 1 Md SEK (1M€) de moins qu'en 2021.

Instabox la dernière licorne suédoise

(startup valorisée à plus d'1 Md US\$). Cette nouvelle levée de fonds du 21 avril dernier (1,8 Md SEK, soit 170 M€) devrait contribuer à l'expansion sur le marché européen de l'entreprise spécialisée dans les casiers pour colis, et notamment en Allemagne, aux Pays-Bas, en Norvège et au Danemark. L'exemple d'Instabox témoigne du dynamisme de l'écosystème d'innovation du royaume, alors que selon un rapport de Dealroom.co en collaboration avec plusieurs administrations suédoises de février dernier, 35 licornes ont déjà été fondées en Suède.

Saab présente de très bons résultats.

Saab, constructeur aéronautique et naval, a publié vendredi 22 avril ses résultats du 1er trimestre, avec des prises de commandes en hausse de 38 % par rapport à la même période de l'année précédente et des ventes en hausse de 1 %. Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 10 % pour atteindre environ 66 millions d'euros.

Interrogé par le Financial Times, un responsable a commenté à cette occasion que Saab (principal groupe de défense du pays) aurait nouvelles opportunités très importantes si la Suède rejoignait l'OTAN.

La justice suédoise ouvre une enquête préliminaire visant Ericsson

Le 20 avril. Selon le procureur Leif Gorts, l'enquête porte sur de possibles faits de corruption en Irak porte sur la période 2011-2019, y compris sur l'éventuel financement de l'Etat islamique. Le 22 avril, l'office suédois spécialisé dans le crime organisé a d'ores et déjà écarté les poursuites à l'encontre des employés d'Ericsson pour complicité de crimes contre l'humanité en Irak.

Pour mémoire, la justice américaine reproche également à Ericsson sa rétention d'information sur ses activités dans la zone, à l'encontre de ses engagements de transparence dans le cadre d'un accord de poursuite différé (DPA) conclu en 2019. Le cours des actions du groupe a chuté de près de 30% depuis la mi-février. En outre, fin mars, les actionnaires de l'équipementier ont voté contre la décharge de responsabilité du conseil d'administration et du PDG – tout en les maintenant à leur poste.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en glissement annuel)	T1 2022
Suède	1,3	1,1	2,1	1,4	4,8	0,3
Danemark	-0,4	2,1	1,1	0,8	4,1	0,3
Finlande	0,3	2	0,8	0,2	3,5	0,2
Norvège	0	0,8	3,9	0,1	3,9	1,0
Islande	-0,5	6,6	6,8	4,4	4,3	4,6

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

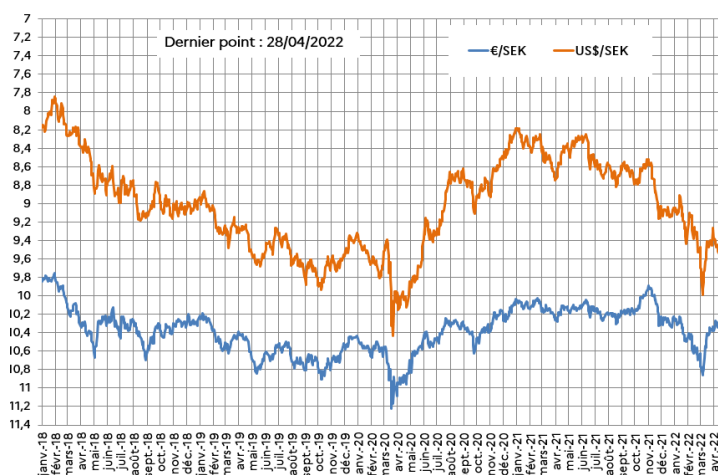
Taux d'inflation trimestriels (en glissement annuel) :

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022
Suède	1,9	2,3	2,5	3,9	2,2	4,8
Danemark	0,6	1,7	2	3,5	1,9	5,4
Finlande	1,1	2,1	1,9	3,1	2,2	4,7
Norvège	2,9	2,8	3,5	4,6	3,5	4,5
Islande	4,2	4,45	4,3	4,8	4,4	6,2

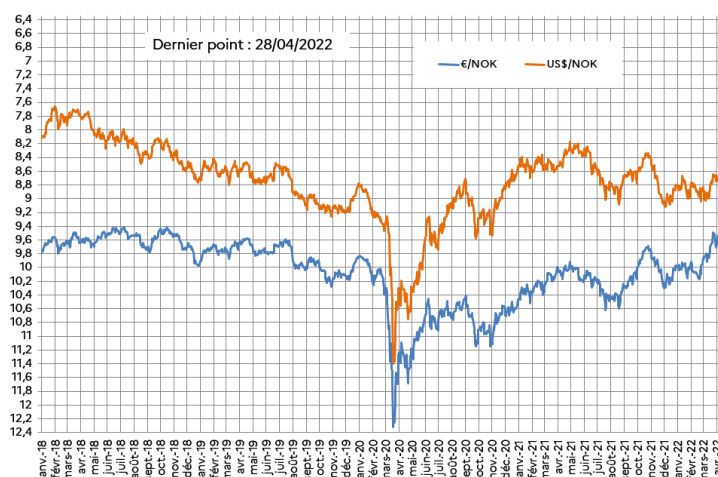
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international